

## **MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

---

### **SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR - NORD**

## **CONSULTATION N°2025-03**

### ***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)***

**Marché réservé aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) et  
aux entreprises adaptées (EA)**

**Prestations d'entretien ménager des parties communes des locaux  
administratifs et des logements de la caserne Garin et de la caserne des  
Jacobins à Amiens (région de gendarmerie Hauts-de-France)**

**Ce document comporte 19 pages, numérotées de 01 à 19**

# SOMMAIRE

CHAPITRE I – GÉNÉRALITÉS.....	4
ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION.....	4
ARTICLE 2 – OBJET DES PRESTATIONS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
2.1 – Détail des prestations.....	4
2.2 – Sites concernés.....	4
ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES.....	4
3.1 – Pouvoir adjudicateur.....	4
3.2 – Titulaire du marché.....	4
3.3 – Sous-traitants.....	4
ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
4.1 – Pièces particulières.....	5
4.2 – Pièces générales.....	5
4.3 – Autres pièces particulières.....	5
4.4 – Environnement réglementaire.....	5
ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITÉ – CLAUSE DE SÛRETÉ – MESURE DE SÉCURITÉ.....	6
5.1 – Obligation de confidentialité.....	6
5.2 – Respect des principes de la République.....	6
5.3 – Clause de sûreté.....	6
5.3.1 – Contrôle de la liste nominative du personnel.....	6
5.3.2 – Conditions d'accès aux sites sécurisés.....	6
5.4 – Règles de sécurité.....	7
ARTICLE 6 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	7
6.1 – Protection de la main-d'œuvre.....	7
6.2 – Application de la réglementation du travail.....	7
6.3 – Convention collective applicable.....	8
6.4 – droits et obligation du personnel.....	8
ARTICLE 7 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET INNOVATION.....	8
ARTICLE 9 – ASSURANCES.....	9
CHAPITRE II – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	9
ARTICLE 9 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX.....	9
9.1 – Contenu et forme des prix.....	9
9.2 – Révision des prix.....	9
ARTICLE 10 – MODALITÉS DE FACTURATION ET RÈGLEMENT.....	12
10.1 – Modalités de paiement du titulaire.....	12
10.2 – Demandes de paiements dématérialisées.....	12
10.3 – Délais de paiement.....	12
10.4 – Rémunération en cas d'un groupement d'entreprises.....	13
10.5 – Sous-traitance.....	13
ARTICLE 11 – CLAUSES DE FINANCEMENT.....	13
11.1 – Retenue de garantie – cautionnement.....	13
11.2 – Avance et remboursement de l'avance.....	13
CHAPITRE III – DURÉE – PÉNALITÉS - RÉFACTION.....	14
ARTICLE 12 – DURÉE.....	14
ARTICLE 13 – PÉNALITÉS.....	14
13.1 – Généralités.....	14
13.2 – Application des pénalités.....	14
13.3 – Réfaction.....	15
13.4 – Avertissement.....	15
CHAPITRE IV – EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	16
ARTICLE 14 – CONDITIONS D'EXÉCUTION.....	16
14.1 – Le personnel.....	16
14.2 – Convention collective applicable.....	16
14.3 – Délai d'exécution et état des lieux (entrée/sortie).....	16
14.4 – Modalités.....	17
14.5 – Vérifications qualitatives et quantitatives.....	17
14.6 – Réunions périodiques.....	17
14.7 – Hygiène et sécurité.....	17
ARTICLE 15 – CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS - GARANTIE - MAINTENANCE.....	18
15.1 – Opérations de vérification.....	18
15.2 – Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	18
15.3 – Transfert de propriété.....	18
15.4 – Clause de réexamen.....	18
15.5 – Formalisation des modifications.....	18
15.6 – Evolution de la législation.....	19

CHAPITRE V – RÉSILIATION DU MARCHÉ – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES.....	19
<b>ARTICLE 16 – RÉSILIATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 17 – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>19</b>
17.1 – Force majeure.....	19
17.2 – Contestations et litiges.....	19
17.3 – Défaillance.....	20
17.4 – Redressement ou liquidation judiciaire.....	20
CHAPITRE VI – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	20

# CHAPITRE I – GÉNÉRALITÉS

## ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION

Les stipulations du cahier des clauses administratives générales (CCAG), applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services – texte en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2021, selon l'arrêté du 30 mars 2021 et modifié par arrêté du 29 décembre 2022, s'appliquent au marché issu de la consultation n°2025-03.

Le présent cahier des clauses administratives particulières apporte des précisions complémentaires spécifiques à la consultation n°2025-03 et déroge à certaines stipulations du CCAG-FCS mentionné ci-dessus.

## ARTICLE 2 – OBJET DES PRESTATIONS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 2.1 – Détail des prestations

Les prestations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), issues de la consultation n°2025-03 ont pour objet le nettoyage et l'entretien des parties communes des locaux administratifs et des logements de la caserne Garin et de la caserne des Jacobins à Amiens (région de gendarmerie Hauts-de-France).

La description des prestations à réaliser par le titulaire est détaillée dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 2.2 – Sites concernés

Les sites concernés sont :

- Caserne Garin 107, rue d'Elbeuf 80 000 Amiens
  - État-major
  - Tours G, H1 à H7
- Caserne des Jacobins 54, rue des Jacobins 80 000 Amiens : groupe d'intervention régional (GIR)

## ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES

### 3.1 – Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur l'État.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est Monsieur le préfet délégué pour la défense et la sécurité de la zone Nord.

Le suivi du marché est géré par le secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Nord.

### 3.2 – Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché issu de la consultation n°2025-03 sont précisées dans l'acte d'engagement du marché.

Pour effectuer la mission définie dans l'objet du marché, le titulaire doit posséder les compétences métiers nécessaires pour la bonne exécution des prestations.

### 3.3 – Sous-traitants

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur, ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration de sous-traitance mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- la référence aux lignes de postes des cadres de décomposition du prix global et forfaitaire correspondant aux prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;

- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie avoir contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et s'il a fourni une attestation sur l'honneur déclarant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement (articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique).

**Toute demande d'agrément d'un sous-traitant devra être signée à la fois par le titulaire du marché qui désire sous-traiter et par le sous-traitant envisagé (possibilité d'utiliser le formulaire DC4 téléchargeable gratuitement).**

**Le titulaire de chaque marché s'engage à ne pas faire intervenir un sous-traitant qui ne serait pas agréé par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après notification de l'agrément de l'acte spécial de sous-traitance.**

## **ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante.

### **4.1 – Pièces particulières**

- l'acte d'engagement (AE) de la consultation n°2025-03 et ses annexes :
  - annexe n°1 (la demande d'agrément de sous-traitance pour les prestations de main d'œuvre d'installations) ;
  - annexe n°2 (effectifs affectés pour les prestations et détails du temps de travail) ;
  - annexe n°3 (DPGF État-major - GIR) ;
  - annexe n°4 (DPGF tours G - H1 à H7) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières, dont seul l'original conservé dans les locaux de l'administration fait foi (CCAP 2025-03) ;
- le cahier des clauses techniques particulières, dont seul l'original conservé dans les locaux de l'administration fait foi (CCTP 2025-03) ;

### **4.2 – Pièces générales**

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et service – texte en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2021, selon l'arrêté du 30 mars 2021 et modifié par arrêté du 30 septembre 2021 ;
- l'ensemble des textes publiés et applicables sur le territoire français pris sous forme de lois, décrets, arrêtés, circulaires, codifié ou non, ainsi que tous les textes administratifs nationaux ou locaux, applicables dans le cadre de l'exécution du marché issu de la consultation n°2025-03.

### **4.3 – Autres pièces particulières**

- le cadre de mémoire technique ;
- le mémoire technique complémentaire éventuel ;
- actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs (avenants), postérieurs à la notification du marché ;
- les documents additifs ainsi que les questions et réponses communiquées pendant la mise en concurrence, objet de la consultation 2025-03.

### **4.4 – Environnement réglementaire**

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité.

Les pièces générales, mentionnées au point 4.2 du présent document, bien que non jointes à la consultation n°2025-03 sont réputées connues du titulaire du marché issu de cette même consultation.

Le titulaire leur reconnaît expressément le caractère contractuel.

## **ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITÉ – CLAUSE DE SÛRETÉ – MESURE DE SÉCURITÉ**

### **5.1 – Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5.1 du CCAG-FCS, le personnel du titulaire du marché, de ses co-traitants et de ses sous-traitants est tenu de ne pas divulguer, en France comme à l'étranger, et sous quelque forme que ce soit, des informations dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution de la prestation, et cela même après la cessation du contrat. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'administration à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice de l'engagement des poursuites pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

Le personnel du titulaire disposant l'accès aux locaux est soumis de fait au règlement de service de chaque site. À ce titre, il sera amené à :

- prendre connaissance du règlement intérieur de chaque site et le respectera ;
- faire preuve de réserve et de discrétion.

Le présent marché présente un caractère **confidentiel**.

### **5.2 – Respect des principes de la République**

Le titulaire du marché s'engage à respecter, et à faire respecter par les agents de ses sous-traitants éventuels, les principes de la République conformément à l'article 1 de la loi 2021-1109 du 24 août 2021.

### **5.3 – Clause de sûreté**

#### **5.3.1 – Contrôle de la liste nominative du personnel**

L'entreprise qui effectue les prestations sera tenue de fournir à l'administration, pour accord du service bénéficiaire, une liste nominative des personnes susceptibles d'intervenir sur le site (personnel du titulaire concerné, de ses co-traitants, de ses sous-traitants, intérimaires ou travailleurs indépendants), et ce, a minima, 14 jours avant la date de démarrage des prestations. Cette liste précisera les noms, prénoms, dates et lieux de naissance, et adresses de chacun des salariés, ainsi qu'une photocopie lisible de leur pièce d'identité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour).

En cours d'exécution de l'accord-cadre dont elle est titulaire, l'entreprise signalera à l'administration tout changement de personne au moins 24 heures à l'avance et devra fournir leur pièce d'identité. Tout agent n'ayant pas reçu l'accord préalable par le service bénéficiaire pourra se voir refuser l'accès et engendrer l'annulation de la prestation. Celle-ci ne pourra pas être facturée.

L'entreprise concernée ne pourra justifier en aucune manière un retard d'exécution dû au contrôle d'identité de son personnel.

#### **5.3.2 – Conditions d'accès aux sites sécurisés**

Le titulaire devra se conformer aux exigences de sécurité du site établies par la personne publique. Le personnel devant pénétrer sur un site ou une enceinte sécurisée devra être au préalable habilité par le service bénéficiaire et se verra ou non délivrer une carte d'accès provisoire. En fonction de l'activité sur le site, le service bénéficiaire pourra refuser à quiconque l'accès à ses locaux à certains jours ou certaines heures.

L'administration se réserve le droit de demander la plaque d'immatriculation pour accéder au site.

L'administration pourra demander, dans le cadre des procédures imposées par le Code du travail et la convention collective, la possibilité de refuser l'accès sur son site, des agents qui se seraient rendus coupables de fautes dans l'exécution du service.

Le titulaire du marché est tenu de porter à la connaissance du représentant du pouvoir adjudicateur toutes informations relatives aux fautes commises par son personnel.

Tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, devront porter en permanence, l'autorisation d'accès fourni par le responsable du site.

Par dérogation à l'article 32.2 du CCAG-FCS, l'administration se réserve le droit d'interdire l'accès aux locaux des sites du ministère de l'Intérieur et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées, par elle, indésirables sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux co-traitants et sous-traitants.

## **5.4 – Règles de sécurité**

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance, avant tout commencement d'exécution du marché, des dispositions de fonctionnement et consignes de sécurité régissant le fonctionnement des bâtiments désignés dans le marché.

Tous les agents en activité devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise, y compris le personnel d'encadrement.

Chaque fois que cela sera nécessaire, le titulaire devra placer, à ses frais les protections indispensables à l'exécution de la prestation et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers et le personnel de la collectivité de la présence de zones dangereuses. Le balayage humide des zones de passage devra faire l'objet d'un balisage afin d'éviter le risque de chute.

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, l'administration se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du titulaire et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

Si l'agent d'entretien venait à constater une dégradation à son arrivée, il est tenu de la signaler aussitôt à l'administration.

## **ARTICLE 6 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

### **6.1 – Protection de la main-d'œuvre**

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-FCS, le titulaire du marché issu de la consultation n° 2025-03, s'engage à respecter les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité des intervenants dans le cadre de ses prestations.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence de marché entre les parties, à une modification unilatérale par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de ces obligations.

Dès la notification du marché et avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire doit remettre à la personne publique, une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère. Dans l'affirmative, il doit certifier que ces salariés sont, ou seront, autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger du titulaire du marché le remplacement d'un de ses membres du personnel affecté qui se serait rendu coupable de manquements graves ou préjudiciables dans le cadre professionnel, ou qui n'aurait pas les qualifications ou compétences requises pour assurer les prestations contractuelles.

### **6.2 – Application de la réglementation du travail**

La proportion maximale des agents d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder la réglementation en vigueur et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé selon la réglementation en vigueur.

### **6.3 – Convention collective applicable**

Le personnel est soumis aux dispositions du code du travail et de la convention collective nationale du personnel des entreprises en vigueur.

Le titulaire communique au responsable des lieux, la convention collective applicable à ce personnel qui doit être en mesure d'en prendre connaissance.

En cas de grève, de congé ou de maladie de son personnel, le titulaire est tenu d'exécuter obligatoirement les prestations pour assurer la continuité du service.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat, le titulaire s'engage à les faire réaliser à ses frais par une autre société. À défaut d'action de sa part, le représentant de la personne publique y pourvoira par tout moyen qu'il jugera utile, aux frais, risques et périls du titulaire et engageant sa responsabilité.

Les mesures qui seront prises dans ce cas seront limitées à la durée de la grève.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par la personne publique par tout moyen. Leur montant pourra notamment être retenu sur les factures restant dues.

## **6.4 – droits et obligation du personnel**

Le titulaire :

- veille à l'application stricte des règles relatives à l'hygiène corporelle du personnel, particulièrement en période d'urgence sanitaire ;
- doit doter son personnel d'un vêtement de travail et de tout équipement de protection individuel (EPI) prescrit par la réglementation en fonction de la nature des tâches qu'il réalise.
- le nettoyage et l'entretien des vêtements de travail du personnel sont à la charge du titulaire. Tous les agents en activité sont munis en permanence d'un badge spécifique à leur fonction, y compris le personnel d'encadrement. Aucun agent sans vêtement de travail et badge n'est admis.

## **ARTICLE 7 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET INNOVATION**

Il est fait application de l'article 16.2 du CCAG-FCS pour les clauses environnementales générales.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement.

Ainsi le titulaire est incité à entreprendre des initiatives en passant par la sensibilisation/formation du personnel, la mise en place d'une organisation adéquate permettant le contrôle, la prise en compte des économies d'eau et d'énergie, la gestion et la réduction des déchets, des nuisances et des consommations. Il doit s'engager, sur site et/ou en amont du site à préserver l'environnement par les mesures d'ordres suivantes :

- le prestataire devra mettre en place des pratiques de gestion des déchets, incluant le recyclage et la réduction des déchets non recyclables ;  
Le titulaire s'engage à privilégier des emballages éco-responsables (réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés) et proscrire l'utilisation d'emballages plastiques. Les emballages restent la propriété du titulaire, qui a l'obligation de les collecter en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation ;
- le titulaire utilisera des produits labellisés ou équivalents (Air intérieur contrôlé, ECOCERT, Ecolabel européen, Nordic Swan, UL EcoLogo) ou des produits respectant les normes en vigueur. Il s'engage à n'utiliser que des produits de nettoyage d'ingrédients d'origine naturelle, biodégradables ou biologiques respectueux de l'environnement ;
- le titulaire est incité à utiliser des virucides écologiques (ces produits peuvent être proposés par les fournisseurs CLEANEA, AQUAMA,...) ;
- le titulaire s'engage à ne jamais utiliser de produits chimiques toxiques ou dangereux (issu de la pétrochimie) pour la santé des travailleurs et des occupants des bâtiments ;
- le titulaire s'engage à respecter la clause intitulée « limitation des émissions de polluants volatils et étiquetage A+ » qui permet de limiter la quantité d'émissions de polluants volatils. Il est donc important que le titulaire respecte la clause qui pourra s'écrire comme suit : « le produit est étiqueté A+ au sens de l'arrêté du 19 avril 2011 sur les émissions de polluants volatils » ;
- pour l'entretien des locaux dont il a la charge, le titulaire limitera, dans la mesure du possible l'utilisation de produits d'entretien fonctionnant par pulvérisation, sprays ou aérosols ;
- les produits servant au nettoyage des locaux ne devront renfermer ni alcali, ni acide. Le savon sera neutre. La liste exhaustive des produits devra être fournie dans le cadre de mémoire technique. Les fiches techniques de chacun de ces produits seront à fournir ;
- tous les documents livrables non dématérialisés doivent être mis à disposition sur des supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemple : labels FCS, PEFC ou équivalent) ;
- la composition d'un parc automobile dédié (possession de véhicules propres ou perspectives d'achat de véhicules plus vertueux). Le titulaire s'engage à fournir les copies des cartes grises, et tout autre document attestant de la qualité des véhicules dédiés au présent marché, les plus adaptés à la protection de



l'environnement et à renseigner le cadre de mémoire technique (la liste des véhicules sera actualisée chaque année et annexée au rapport annuel) ;

- l'entreprise est incitée à optimiser les trajets de transport ou à privilégier la mobilité douce (moyens de transport à faible empreinte carbone tel que vélo, transports en commun, véhicules électriques).

Le titulaire est invité à proposer des méthodes dites innovantes (outils, matériels, ...).

Le prestataire est responsable de toute pollution ou dommage environnemental causé pendant l'exécution des prestations, et doit indemniser le donneur d'ordre en cas de préjudice.

Le titulaire précisera dans le cadre de mémoire technique, ses engagements dans le cadre du présent marché, sur l'ensemble des points cités ci-dessus. Le rapport annuel (article 14.6 du présent CCAP) comprendra une partie relative aux clauses environnementales comportant notamment l'actualisation des données fournies dans le mémoire technique de l'offre initiale et indiquera leur progression annuelle.

## **ARTICLE 9 – ASSURANCES**

Le titulaire ainsi que les co-traitants et sous-traitants éventuels, doivent contracter une assurance permettant de garantir leur responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du présent marché aux torts du titulaire.

## **CHAPITRE II – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **ARTICLE 9 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX**

#### **9.1 – Contenu et forme des prix**

Les prestations principales du marché sont fixées sur une base forfaitaire, seule la prestation de nettoyage en cas d'imprévu est à prix unitaire et fera l'objet de commandes spécifiques fixées dans l'acte d'engagement.

Les décompositions du prix global et forfaitaires (DPGF) sont établies sur la base de prix en € HT.

L'application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sera déterminée au choix par le titulaire aux prix du marché issu de la consultation n°2025-03.

Le titulaire pouvant renoncer à l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), celui-ci devra mentionner le taux applicable sur l'acte d'engagement et sur les DPGF.

En cas de modification réglementaire de la TVA, le nouveau taux s'appliquera de fait sur l'ensemble des paiements postérieurs à la publication officielle de cette modification.

#### **9.2 – Révision des prix**

Les prix du marché issu de la consultation n°2025-03 sont réputés sur la base des conditions économiques du mois appelé « mois zéro ». Ce mois est fixé au mois **de mai 2025**.

La révision des prix interviendra une fois par an, à la date anniversaire du début des prestations du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'accepter une révision de prix exceptionnelle en application des indices ci-dessous, dans le cas où la conjoncture serait susceptible de bouleverser l'équilibre économique du marché.

L'application de cette révision exceptionnelle sera appréciée par le représentant du pouvoir adjudicateur en tenant compte d'éléments mesurables et quantifiables fournis par le titulaire.

Les indices de références choisis en raison de leurs structures pour la révision des prix du marché régis par le présent CCAP, sont les suivants :

	Indices de références	Intitulés des indices
A	ICHT-TS - Indice 001565196	Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'œuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) - Indices mensuels - Activités de services administratifs et de soutien
B	IPP - Indice 010534611	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 20.41 - Savons, détergents et produits d'entretien - Prix de marché - Base 2015 - Données mensuelles brutes

Ces indices s'appliquent pour l'ensemble des prix des marchés concernés par le présent CCAP.

La révision s'applique selon la formule paramétrique suivante :

$$P_n = P_o \times (0,15 + 0,85 \times ((0,75 \times \frac{ICHT-TS_n}{ICHT-TS_o}) + (0,25 \times \frac{IPP_n}{IPP_o})))$$

avec

$P_n$  = prix révisé, hors TVA.

$P_o$  = prix au mois  $M_o$ , hors TVA.

$ICHT-TS_n$  = valeur du dernier indice connu, définitif et publié, à la date anniversaire du début des prestations du marché

$ICHT-TS_o$  = valeur de l'indice de référence à la valeur d'établissement des prix au mois  $M_o$ .

$IPP_n$  = valeur du dernier indice connu, définitif et publié, à la date anniversaire du début des prestations du marché

$IPP_o$  = valeur de l'indice de référence à la valeur d'établissement des prix au mois  $M_o$ .

Le coefficient de révision est arrondi au 10 millièmes (soit 4 chiffres après la virgule) et ce par dérogation de l'article 10.2.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire soumet les révisions de prix au bureau des marchés publics du SGAMI Nord pour validation à l'adresse courriel suivante : [sgami-nord-bmp@interieur.gouv.fr](mailto:sgami-nord-bmp@interieur.gouv.fr) à la date anniversaire du début des prestations du marché.

À ce titre, le titulaire joindra le détail du calcul du taux de révision, dans le respect de la formule paramétrique et des indices mentionnés ci-avant, ainsi que le bordereau des prix révisés.

Les nouveaux montants s'appliqueront à compter du lendemain de la date anniversaire du début des prestations du marché.

### 9.3 – Clause de sauvegarde

Si, pendant le délai contractuel, le coût des prestations subit une variation de plus ou moins 3% durant une année contractuelle, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques de l'époque (fixation de nouveaux indices plus adaptés). Un avenant sera alors rédigé.

Cependant, le titulaire devra apporter la preuve qu'il n'est pas à l'origine de ces dérives provoquées par une mauvaise exécution de ces prestations.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, aucune des deux parties ne pourra ignorer ou refuser une telle demande, faute de quoi, la partie lésée pourra résilier le marché sans indemnité.

Il en serait de même si la définition ou la texture de l'un des paramètres d'indexation venait à être changée, ou s'il cessait d'être publié, ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exploitation.

## ARTICLE 10 – MODALITÉS DE FACTURATION ET RÈGLEMENT

### 10.1 – Modalités de paiement du titulaire

Les prestations principales du marché sont rémunérées sur une base forfaitaire.

Les factures mensuelles doivent mentionner au minimum les indications suivantes :

- la référence du marché (objet et date) ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) ;
- la nature des prestations ;
- le nom, numéro SIREN et adresse du titulaire ;
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire ;
- le montant total HT ;
- le taux de TVA ;
- le montant de la TVA ;
- le montant total TTC ;
- la date, le numéro de facture et la signature du titulaire.

Il est rappelé que le numéro d'engagement juridique (EJ) du marché concerné doit **obligatoirement** figurer sur la facture.

Toute facture qui ne comportera pas le numéro EJ ne pourra pas être traitée et vous sera retournée pour modification.

### 10.2 – Demandes de paiements dématérialisées

Il est fait application de l'article 11 du CCAG-FCS pour les modalités de règlement des comptes.

Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes ;  
le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte ;  
les acomptes correspondent aux prestations exécutées.

En application du décret 2019-748 du 18 juillet 2019, au 1er janvier 2020, toutes les entreprises titulaires d'un marché public avec l'État doivent dématérialiser l'envoi de leurs factures en utilisant le portail :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le titulaire dépose son projet de décompte en renseignant le code exécutant et le SIRET du pouvoir adjudicateur :

**MI5PLTF059 et 110 002 011 00044**

Ce dispositif permet aux entreprises, après inscription, de saisir en ligne leur facture ou d'en déposer en version numérisée. Cela permet ainsi de transmettre de façon directe et sécurisée des informations à la plate-forme d'exécution financière pour prise en charge et mise en paiement, et de suivre l'avancement du traitement de ses factures dématérialisées.

Cette solution, gratuite pour l'entreprise, offre l'avantage de fluidifier la relation à l'administration et de faciliter le règlement des prestations.

### 10.3 – Délais de paiement

Sur la base des factures reçues du titulaire du marché, les sommes dues par l'administration au titulaire sont payées dans un délai de 30 jours. Ce délai, appelé délai de paiement dans le présent CCAP, court de la date de réception de la facture au Centre de Services Partagés CHORUS à la date de virement par le comptable.

Seul l'horodatage Chorus Pro fait foi.

Passé ce délai, des intérêts moratoires, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40€, sont dus. Le taux d'intérêt est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 10.4 – Rémunération en cas d'un groupement d'entreprises

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés solidaires, les prestations exécutées font l'objet d'un paiement à un compte unique ouvert au nom des entreprises groupées ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre ces entreprises et indique les modalités de cette répartition.

Dans le cas d'un marché passé avec des entreprises groupées conjoints, les prestations exécutées par chacune d'elles font l'objet d'un paiement individualisé.

Dans tous les cas où les prestations exécutées ne font pas l'objet d'un paiement à un compte unique, le calcul du montant des avances prévues par la réglementation est fait pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement individualisé.

## 10.5 – Sous-traitance

En application de l'article L. 2193-1 du code de la commande publique, la sous-traitance n'est possible que pour les marchés de fournitures comportant des services ou des travaux de pose ou d'installation.

### Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € toutes taxes comprises (articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique), le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, si elles ne sont pas prévues par le marché, sont constatées par un avenant ou un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur, qui comporte l'ensemble des renseignements mentionnés, ci-dessus, ainsi que les modalités de règlement des sommes à payer directement aux sous-traitants.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à sa demande d'acompte ou au projet de décompte la facture du sous-traitant, ainsi qu'une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler par le représentant du pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. La demande d'acompte ou le projet de décompte du titulaire doit faire apparaître la part des prestations qui lui sont propres et la part des prestations sous-traitées.

Si le titulaire est un groupement d'entreprises : l'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA (sauf dans le cas où l'auto-liquidation s'applique).

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

## ARTICLE 11 – CLAUSES DE FINANCEMENT

### 11.1 – Retenue de garantie – cautionnement

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

### 11.2 – Avance et remboursement de l'avance

En application des articles R. 2191-3 à R. 2191-12 du code de la commande publique, si le montant du marché excède 50 000,00 € HT, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance pourra être versée au titulaire sauf en cas de refus par celui-ci précisé dans l'acte d'engagement.

Son montant est égal à 30 % du montant initial du marché (en prix de base) si le délai « N » d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois.

Il est égal au produit de ces trente pour cent (30 %) par 12/N (« N » étant exprimé en mois) si le délai « N » dépasse douze mois.

Le mandatement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le remboursement de cette avance sera effectué lorsque le montant cumulé des factures présentées par l'entrepreneur atteint ou dépasse 50 % du montant initial (hors TVA) du marché.

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé, ni actualisé.

#### **Avance aux sous-traitants**

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil de 50 000,00 € hors taxes susvisé.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 30 % du montant des prestations sous-traitées et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

## **CHAPITRE III – DURÉE – PÉNALITÉS - RÉFACTION**

### **ARTICLE 12 – DURÉE**

Le marché issu de la consultation n°2025-03 est conclu pour une durée ferme d'un an à compter de la date définie lors de la notification du marché.

Il est reconductible tacitement deux fois pour des périodes d'un an.

En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions.

En cas de non-reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision au titulaire via la plateforme des achats de l'État (PLACE), deux mois avant la date anniversaire du début des prestations du marché.

### **ARTICLE 13 – PÉNALITÉS**

#### **13.1 – Généralités**

Par dérogation de l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités ne seront pas limitées dans leurs applications. De même, en cas de constat de plusieurs manquements, ces dernières pourront être cumulées. Les pénalités seront exigibles dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

Par dérogation à l'article 46.2 du CCAG-FCS, relatif aux différends, le mémoire en réclamation doit être communiqué à l'acheteur dans le délai d'un mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

Les pénalités listées ci-dessous, sont établies par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG-FCS.

#### **13.2 – Application des pénalités**

L'application d'une pénalité n'exclut en rien la responsabilité du titulaire. Celui-ci est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure auxquelles seules sont assimilées les interruptions dans la fourniture d'électricité, de gaz, des fluides thermo frigorigènes et d'eau du fait des compagnies distributrices.

Toutefois, le délai à partir duquel sera décompté les jours de retard devra être justifié par le service par tout moyen de preuve. Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

En cas de contestation, le titulaire devra informer la personne publique dans un délai maximal de 15 jours calendaires à compter de la réception de ce décompte. Passé ce délai, son silence vaudra acceptation des pénalités et des réfections.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra formaliser les manquements sur le formulaire officiel EXE13 et transmettra celui-ci via l'appli PLACE. Le montant des pénalités sera imputé par réfaction sur facture.

En cas de non-respect des dispositions au CCAP il sera fait application des pénalités suivantes :

Événement	Valeur attendue	Montant de la pénalité HT
Exécution des prestations	Prestation non réalisée dans les délais	150 € par jour calendaire de retard
	Réalisation incomplète de la prestation	30 € par prestation
	Absence d'agrément préalable du personnel	100 € par constat
Principes de la République	Non respect des principes de la République	1 000 € par constat de non-respect des principes de la République
Environnement	La non-conformité des produits listés dans le cadre de mémoire technique	50 € par produit
	Produits non conformes aux exigences du présent marché	30 € par produit non conforme
Réunion	Non présence du titulaire aux réunions	Pénalité forfaitaire de 500 €
Protection de la main d'œuvre	Retard dans la production des documents et justificatifs demandés	500 € par jour calendaire de retard
EPI	Non respect du port des EPI	1 000 € par manquement portant atteinte à la sécurité des biens et des personnes
	Non port de la tenue de travail	30 € par agent par jour calendaire
Sous-traitant	Non remise de déclaration de sous-traitance (DC4)	1 500 € par infraction constatée
Administratif	Non production de documents ( cahier de liaison, listes de personnel, planning des prestations, contrôles contradictoires, bilan d'activité, rapport annuel, autocontrôles, et autres) demandés par l'administration	50 € par document et par jour calendaire

### 13.3 – Réfaction

En cas de pollution ou dommage environnemental causé pendant l'exécution des prestations les dommages donnent lieu à l'application d'une réfaction d'un montant équivalant au coût de la remise en état des installations ou équipements.

### 13.4 – Avertissement

Dans le cas de prestations non conformes ou lors de retard, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire un avertissement par courriel afin de remédier aux non-conformités constatées. Si, dans un délai raisonnable, fixé par le pouvoir adjudicateur, le titulaire n'a pas assuré une prestation normale, le représentant du pouvoir adjudicateur peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable, aucun délai n'est alors requis. En particulier, en l'absence de technicien compétent, le représentant du pouvoir adjudicateur peut prendre toute mesure d'urgence, sans que le titulaire défaillant ne puisse décharger sa responsabilité, ni invoquer alors le cas de force majeure.

Les pénalités continuent de s'appliquer pendant la période où le représentant du pouvoir adjudicateur, ou un tiers, assure la fourniture ou la prestation à la place du titulaire.

Les présentes clauses s'appliquent sans préjudice de résiliation possible, conformément aux articles 29 à 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'exécution aux frais et risques du titulaire pourra donc être décidée dans le cadre d'une décision de résiliation ou en dehors d'une décision de résiliation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve également la faculté de retirer du marché les prestations que le titulaire se révélerait incapable de réaliser correctement et d'effectuer en conséquence les réfections de prix sur les redevances correspondantes.

## **CHAPITRE IV – EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **ARTICLE 14 – CONDITIONS D'EXÉCUTION**

#### **14.1 – Le personnel**

L'absence d'un ou plusieurs membres du personnel, pour quelque raison que ce soit, ne saurait, sauf cas de force majeure, dispenser le titulaire du marché concerné de garantir la continuité de l'exécution des prestations. En cas d'indisponibilité d'un membre du personnel quelle qu'en soit la cause, le titulaire procède à son remplacement temporaire de telle sorte que la continuité des prestations soit garantie.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire informe sans délai le commandant d'unité de l'arrêt de travail programmé et des mesures qu'il entend prendre pour satisfaire à ses obligations contractuelles. En tant que de besoin, le pouvoir adjudicateur peut-être amené à considérer que la continuité du service n'est plus assurée et à prendre les mesures nécessaires pour rétablir la prestation aux frais exclusifs du titulaire concerné. Ceux-ci viendront dans ce cas s'imputer sur le montant des sommes qui auraient été dues au titulaire du fait de l'exécution normale de ses obligations.

En cas de carence du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel à d'autres prestataires et à en faire supporter le coût au titulaire concerné par réfaction sur les sommes qui auraient été dues du fait de l'exécution normale des prestations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès au site et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées par elle comme indésirables sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux tiers.

Le titulaire décline dans l'acte d'engagement le nombre, l'organisation et la composition par qualification du personnel qu'il compte mettre en œuvre, qu'il s'agisse de son propre personnel, de celui de son(ses) co-traitant(s) ou de son(ses) sous-traitant(s). Cette organisation répond à l'obligation du titulaire d'assurer ses prestations définies dans les différentes clauses du présent marché.

#### **14.2 – Convention collective applicable**

Le personnel est soumis aux dispositions du code du travail et de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés.

En cas de grève, de congé ou de maladie de son personnel, le titulaire est tenu d'exécuter obligatoirement les prestations pour assurer la continuité du service.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat, le titulaire s'engage à les faire réaliser à ses frais par une autre société. À défaut d'action de sa part, le représentant de la personne publique y pourvoira par tout moyen qu'il jugera utile, aux frais, risques et périls du titulaire et engageant sa responsabilité.

Les mesures qui seront prises dans ce cas seront limitées à la durée de la grève.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par la personne publique par tout moyen. Leur montant pourra notamment être retenu sur les factures restant dues.

#### **14.3 – Délai d'exécution et état des lieux (entrée/sortie)**

Les prestations seront réalisées conformément aux annexes de l'acte d'engagement. Tout retard, par rapport au planning qui aura été arrêté entre le responsable du site et le titulaire pourra être sanctionné par une pénalité prévue au contrat – article 13 du présent CCAP.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les locaux en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Un procès verbal contradictoire de l'état des lieux et mobiliers devra être établi au début et à la fin de l'exécution du marché par un membre de la gendarmerie avec la présence d'un membre habilité de la société.

Tout défaut de communication des pièces (compte-rendu, de rapport annuel ou de procès verbal) dans les délais vaudra l'application des pénalités prévues au contrat – article 13 du présent CCAP.

## **14.4 – Modalités**

Les prestations devront être effectuées dans le strict respect des prescriptions administratives et techniques figurant dans le présent CCAP, CCTP, CCAG-FCS.

## **14.5 – Vérifications qualitatives et quantitatives**

### **Cahier de liaison**

À l'issue des visites, le titulaire complètera le cahier de liaison qu'il aura au préalable fourni, situé sur le site en mentionnant la date, les observations éventuelles, les incidents constatés puis apposera sa signature.

Les opérations de vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées sur l'initiative de la personne publique dans les conditions prévues aux articles 27, 28 et 29 du CCAG-FCS. Une fiche de présence fera apparaître les jours et heures de contrôle.

Des échantillons des produits de nettoyage peuvent être prélevés par l'administration et ce, sans préavis au titulaire. Ce dernier supporte les frais d'analyses s'il est établi que les prescriptions contenues dans le présent CCAP n'ont pas été respectées.

## **14.6 – Réunions périodiques**

### **Réunions d'incidents d'exécution**

Les problèmes d'exécution donnent lieu à des réunions, organisées à l'initiative du responsable du site ou du titulaire.

Le titulaire doit habiliter une personne compétente. Ces réunions sont le préalable à l'application de l'article 13 du présent CCAP, relatif aux pénalités.

### **Réunion et rapport annuels**

Le responsable de chaque site organise une réunion de suivi de l'exécution des prestations de nettoyage. Il en informe le titulaire avec un préavis de 15 jours avec communication de l'ordre du jour, afin de lui permettre de désigner ses représentants devant participer à cette réunion.

Aussi, le titulaire doit délivrer un bilan annuel pour chaque site qui permet à la personne publique d'apprécier les décisions et résultats de l'ensemble des prestations objet de ce contrat (fréquentation – problèmes rencontrés...).

Le titulaire peut proposer des suggestions d'amélioration du service sans que la personne publique en soit liée.

Ce rapport annuel comprendra l'évolution en matière d'environnement comportant notamment l'actualisation des données fournies dans le mémoire technique de l'offre initiale et indiquera leurs progressions annuelles - se référer à l'article 7 du présent CCAP.

## **14.7 – Hygiène et sécurité**

Le titulaire est tenu de respecter les règles d'hygiène et de sécurité auxquelles sont soumis les bâtiments.

Avant le début du contrat, le titulaire s'engage à visiter tous les locaux, afin de définir avec le commandant de caserne, toutes les mesures à prendre dans le but de respecter les conditions générales d'hygiène et de sécurité en vigueur.

Le plan d'hygiène et de sécurité sera consigné dans un procès-verbal et remis au commandant de la caserne. Il concernera l'ensemble des sites concernés par le marché et indiquera de manière précise et détaillée :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel, tant dans les modes opératoires que dans les différentes phases d'exécution des prestations. Le plan explicitera les moyens de prévention concernant les chutes de personnel et l'utilisation des produits et du matériel ;
- les mesures prévues pour les premiers secours aux malades et accidentés ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène du travail.



## **ARTICLE 15 – CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS - GARANTIE - MAINTENANCE**

### **15.1 – Opérations de vérification**

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché. Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues aux dispositions applicables de la consultation.

### **15.2 – Admission, ajournement, réfaction et rejet**

Il est fait application de l'article 30 du CCAG-FCS.

### **15.3 – Transfert de propriété**

L'article L. 2194-1 du code de la commande publique s'appliquera lorsqu'un nouveau titulaire remplace le titulaire initial du marché dans un des cas prévus à l'article R. 2194-6.

Le titulaire ne peut sous-traiter ni céder le présent marché sans autorisation expresse préalable et écrite du représentant du pouvoir adjudicateur. Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate du marché au tort exclusif du titulaire.

Le transfert de propriété se matérialisera par un acte modificatif signé par les parties.

Plus largement, en cas de modifications affectant le titulaire, celui-ci transmettra au pouvoir adjudicateur :

- un extrait du journal d'annonces légales précisant les modifications inhérentes au statut de l'entreprise ;
- le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire ;
- le n° de SIREN ;
- les attestations d'assurance.

Si les modifications définies ci-dessus sont de nature à compromettre l'exécution du marché (insuffisance des capacités du nouveau titulaire notamment), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché selon l'article 39 du CCAG-FCS.

En cas de changement de représentant du pouvoir adjudicateur notamment dans le cadre d'une transformation de l'entité juridique (changement de nom, fusion avec d'autres administrations...), le titulaire du marché aura l'obligation de poursuivre les prestations, services dans les mêmes conditions techniques et économiques que le présent marché. Une modification ou mise au point de marché stipulant la nouvelle organisation de compétence administrative sera établie.

Dans les hypothèses d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur a la faculté de résilier le marché de plein droit, sans indemnité et sans préavis.

Le titulaire ainsi informé doit proposer au représentant du pouvoir adjudicateur un acte modificatif entérinant le changement de titulaire. Il doit poursuivre les prestations du marché jusqu'à son terme normal si le représentant du pouvoir adjudicateur ne décide pas la résiliation.

### **15.4 – Clause de réexamen**

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 du code de la commande publique, le présent marché prévoit la possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, de procéder aux modifications suivantes en cours de marché. Les clauses de réexamen seront mises en œuvre sur décision du pouvoir adjudicateur et formalisées par un acte modificatif au marché.

La clause de réexamen listée ci-dessous n'engage pas le pouvoir adjudicateur sur leur mise en œuvre ; elle vise à anticiper les cas de modifications du marché prévisibles :

- révision des prix dans les conditions prévues à l'article 9.2 du présent CCAP ;
- ajout ou retrait d'un local, sur décision du pouvoir adjudicateur.

### **15.5 – Formalisation des modifications**

Toute modification, tant sur le contenu que sur la forme des prestations à réaliser dans le présent marché, devra respecter le code de la commande publique (articles R. 2194-1 à R. 2194-10) et être actée par un acte modificatif (avenant).

Les prestations, ainsi que leurs conditions administratives et techniques énoncées dans le présent marché, prévalent à défaut d'éléments contradictoires spécifiés par un acte modificatif (avenant).

Tout ajout ou retrait d'un local, sur décision de l'acheteur, fera l'objet d'un acte modificatif.

## **15.6 – Evolution de la législation**

Si, au cours du contrat, la législation portant sur les prestations à réaliser, tant sur la forme que sur le mode d'exécution, viennent à évoluer, le titulaire aura l'obligation de s'y conformer.

Si ces évolutions ont une incidence directe sur les prestations contractées, elles pourront faire l'objet d'un acte modificatif.

# **CHAPITRE V – RÉSILIATION DU MARCHÉ – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES**

## **ARTICLE 16 – RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Le marché peut être résilié dans les conditions fixées aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En complément à l'article 41.1 du CCAG-FCS, le marché peut également être résilié par le représentant du pouvoir adjudicateur et sans indemnité, à la fin de la période ferme et, à tout moment de l'exécution du marché, si le titulaire refuse ou se révèle incapable de mettre en œuvre, dans des conditions satisfaisantes, les mesures prescrites dans le présent CCAP. Il est bien entendu que ces mesures demandées restent dans les compétences du titulaire.

Dans le cadre d'une résiliation, pour faute du titulaire notamment, il ne sera versé aucune indemnité et les prestations pourront être exécutées aux frais et risques du titulaire. Les prestations éventuellement engagées par le titulaire ne seront pas réglées.

## **ARTICLE 17 – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES**

### **17.1 – Force majeure**

Sont considérés comme tels, tous les cas d'impossibilité d'exécution indépendante de la volonté des parties et qui auraient pour effet de rendre l'exécution des obligations prévues insoutenables du point de vue technique ou financier, en particulier les cas suivants : guerre, émeutes et mouvements populaires, inondations, calamités naturelles, coupures d'électricité et de gaz, contingentement du combustible, mesures gouvernementales ou administratives.

### **17.2 – Contestations et litiges**

En cas de problème conséquent aux services et afin de prévenir d'un contentieux, l'entreprise est invitée, pour toute question ou règlement amiable à mettre en place une médiation en saisissant directement le bureau des marchés publics via la boîte fonctionnelle : [sgami-nord-bmp@interieur.gouv.fr](mailto:sgami-nord-bmp@interieur.gouv.fr)

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : [mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr](mailto:mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr) ou par courrier recommandé avec avis de réception à Monsieur le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur, place Beauvau, 75 800 PARIS Cedex 08.

Dans l'hypothèse où à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

La juridiction compétente pour les litiges éventuels relatifs à l'exécution du présent accord-cadre est le tribunal administratif de Lille.

En cas de titulaire étranger, les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

Tribunal administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint Hilaire  
CS 62 039  
59 014 LILLE Cedex

ou via le site <https://citoyens.telerecours.fr>

### 17.3 – Défaillance

Le titulaire sera considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter la prestation et/si les durées d'indisponibilité se sont multipliées.

En cas de défaillance totale ou partielle, le titulaire sera mis en demeure, par notification avec accusé de réception sur la plateforme des achats de l'État (PLACE), d'honorer ses engagements dans un délai de 48 heures. Passé ce délai, ou en cas de défaillance réitérée (3 fois maximum), la personne publique appliquera l'article 41 du CCAG-FCS.

### 17.4 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

## CHAPITRE VI – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles du présent CCAP, désignés ci-après, sont apportées aux articles du CCAG-FCS.

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services – arrêté du 30 mars 2021 et modifié par arrêté du 30 septembre 2021 CCAG-FCS 2021 - modifié par arrêté du 29 décembre 2022
4	4.1
5.3.2	32.2
9.2	10.2.3
9.3	38
13.1	14 14.1.3 46.2 14.1 14.2
13.3	45.1